

Burundi : "Seul un processus politique inclusif peut conduire à la paix"

Le Temps, 24 novembre 2015 «Personne ne peut gagner la guerre au Burundi» Le militant Deogratias Niyonkuru, récipiendaire du prix Roi Baudouin pour le développement en Afrique, appelle la communauté internationale à ne pas imposer de sanction qui appauvrisse encore la population. Il a demandé de relire ses propos. On n'est jamais trop prudent ces jours-ci au Burundi. Les violences et les assassinats ciblés ont repris. Deogratias Niyonkuru, secrétaire général d'Adisco (Appui au développement intégral et à la solidarité sur les collines), était de passage à Genève. Récipiendaire du prix Roi Baudouin pour le développement en Afrique qui lui a été remis à Bruxelles, il était invité en Suisse par l'association IRED. La Fédération genevoise de coopération, le canton de Genève ainsi que plusieurs communes soutiennent Adisco via IRED. L'association vise à trouver des emplois à 10% de jeunes Burundais aussi à leur conciliation. Deogratias Niyonkuru aurait voulu évoquer que la situation économique et sociale catastrophique de son pays, où il est revenu en 2004 après 32 ans d'exil. Mais le Burundi est une nouvelle fois au bord de la guerre civile et il faut bien parler de politique. Deogratias Niyonkuru précise chacun de ses mots: «au départ, la contestation contre un troisième mandat de Pierre Nkurunziza était majoritairement pacifique. Elle a été durement réprimée. Mais, depuis la réélection du président en juillet dernier, les manifestations se sont transformées en guérilla urbaine». Presque chaque nuit, des combats secouent la capitale Bujumbura. La situation dans les campagnes est plus calme, dit-il, mais pour combien de temps? «Personne ne peut gagner la guerre. Si le président Nkurunziza est renversé, la semaine suivante, ses partisans prendront le maquis. Le risque est le même pour l'autre camp. Nous rentrerons dans un conflit permanent, une somalisation du Burundi, explique-t-il. Le drame est que ce discours est inaudible. Dans les deux camps, on n'entend que les faucons. Les modérés sont tannés, ils craignent d'être traités. Mariages interethniques Comme souvent au Burundi, les fractures suivent des lignes ethniques: la plupart des Hutus se rangent derrière leur président alors que l'opposition est majoritairement tutsie. Avant un génocide comme au Rwanda en 1994, il n'y a qu'un pas. Deogratias Niyonkuru n'envisage pas une telle issue: «depuis la fin de la guerre civile en 2005, les relations entre les deux communautés se sont améliorées. Après mon retour au pays, j'ai été agréablement surpris de voir que les mariages interethniques ont repris et augmenté. C'est un peu grâce à notre travail de développement qui concilie les populations. Quand on redonne des perspectives aux jeunes, ils sont moins vulnérables aux manipulations. Pour l'instant, les gens ne sont pas entrés dans la dynamique de haine des politiciens». Ce n'est pas faute d'avoir essayé. «Plusieurs responsables tiennent régulièrement des discours de haine», dit Deogratias Niyonkuru. «Pousser au dialogue» Les quartiers frondeurs de la capitale avaient jusqu'au 8 novembre pu déposer les armes. À l'expiration de l'ultimatum, certains d'entre eux se sont vidés de leur population. Depuis, ils ont recommencé. Mardi, un policier et un client ont été tués lors de l'attaque au fusil d'assaut d'un bar de la Gisuru, une première dans le Burundi depuis le début des violences liées à la contestation du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Les tireurs se seraient enfuis vers la Tanzanie. «Il n'y a pas d'autre issue que des négociations. Il faut absolument que la communauté internationale pousse dans ce sens», plaide Deogratias Niyonkuru. Lundi, le président américain Barack Obama a annoncé avoir imposé des sanctions ciblées contre quatre personnalités burundaises. Les deux premières font partie du gouvernement: le ministre de la Sécurité publique, Alain Guillaume Bunyoni, et le directeur général adjoint de la police, Godefroid Bizimana. Les deux autres ont joué un rôle dans le putsch manqué du mois de mai: le général Nyombarako, l'ancien chef d'état-major, qui est en fuite, et l'ex-ministre Cyrille Ndayirukiye, qui, lui, est en prison. «Espérons que cela va pousser au dialogue, réagit l'activiste. Les sanctions doivent pas renforcer les extrémistes et enfoncer davantage la population dans la pauvreté». Mais que reste-t-il à négocier? «De nouvelles élections qui rassurent toutes les parties? Une chose est sûre: seul un processus politique inclusif peut conduire à la paix. Est-ce que l'opposition armée serait prête à un tel compromis? Franchement, je ne sais pas. Mais c'est le piège à qu'il faudra tendre à chacune des parties pour vérifier sa bonne foi.» Simon Petite